



Décision du Président n° DEC001-2026
relative à la conclusion d'un marché passé selon la procédure
sans publicité ni mise en concurrence préalables par suite d'une
procédure infructueuse d'appel d'offres ouvert pour
PRESTATION DE SERVICES D'ASSURANCES
LOT 6 « ASSURANCE PROTECTION FONCTIONNELLE »
ET LOT 7 « ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE »

Le Président du Centre de Gestion,

Vu le Code de la Commande Publique,

Vu le Décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 27 et 28,

Vu la délibération n°143_DE_19112020 du Conseil d'Administration réuni le 19 novembre 2020, reçue en Préfecture des Pyrénées-Orientales le 24 novembre 2020,

Vu la consultation par voie d'appel d'offres ouvert pour la prestation de services d'assurances à compter du 1^{er} janvier 2026, lancée le 7 novembre 2025 avec pour date limite de remise des offres le 8 décembre 2025 à 12h00 ;

Vu l'absence d'offres pour les lots 6 « Assurance protection fonctionnelle » et 7 « assurance responsabilité civile » ;

Vu les demandes de devis effectuées sur la base des articles L.2122-1 et R. 2122-2 du Code de la Commande Publique à la suite de l'infructuosité des lots 6 et 7 ;

Vu les devis établis par les sociétés SMACL Assurances SA (79031 NIORT), pour les lots 6 et 7, et SARL Pajot Assurances pour MMA (66020 PERPIGNAN), pour le lot 7 ;

Vu le rapport d'analyse des offres établi par l'assistance à maîtrise d'ouvrage RISK PARTENAIRES pour les lots susmentionnés,

Considérant qu'un marché public doit être passé pour la prestation de services d'assurances pour les lots 6 « Assurance protection fonctionnelle » et 7 « Assurance responsabilité civile » du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Pyrénées-Orientales (CDG66) pour une période de six années,

Considérant que pour garantir une bonne utilisation des deniers publics et choisir une offre pertinente, des demandes de devis ont été effectuées auprès de plusieurs opérateurs consécutivement à l'infructuosité de la procédure en appel d'offres ouvert pour les lots 6 et 7 ;

Considérant les propositions suivantes obtenues :

- **Lot 6 - Assurance protection fonctionnelle :**
 - o SMACL Assurances SA (79031 NIORT)
- **Lot 7 - Assurance responsabilité civile :**
 - o SMACL Assurances SA (79031 NIORT)
 - o SARL Pajot Assurances pour MMA (66020 PERPIGNAN)

Considérant que, pour le **lot 6 « Assurance protection fonctionnelle »**, l'offre de la SMACL Assurances SA (79031 NIORT), avec un montant de prime annuelle pour la première année de 500,02 € HT soit 561,43 € TTC, répond de manière très satisfaisante aux besoins du CDG66 ;

Considérant que, pour le **Lot 7 « Assurance responsabilité civile »**, l'offre de la SMACL Assurances SA (79031 NIORT), avec un montant de prime annuelle pour la première année de 4 097,97 € HT soit 4 466,78 € TTC, répond de manière très satisfaisante aux besoins du CDG66 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Des marchés de services d'assurances du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Pyrénées-Orientales (CDG66) sont attribués comme suit :

- **lot 6 « Assurance protection fonctionnelle » :**
SMACL Assurances SA (79031 NIORT), pour un montant de prime annuelle pour la première année de 500,02 € HT soit 561,43 € TTC, et pour une durée de six années ;
- **lot 7 « assurance responsabilité civile » :**
SMACL Assurances SA (79031 NIORT), pour un montant de prime annuelle pour la première année de 4 097,97 € HT soit 4 466,78 € TTC, et pour une durée de six années ;

Article 2 : Les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 011 du budget primitif 2026 du Centre de Gestion de la Fonction Publique des Pyrénées Orientales.

Article 3 : Le marché est rattaché à un ensemble homogène de services.

À Perpignan, le **20 JAN. 2026**

Le Président du Centre de Gestion
de la Fonction Publique Territoriale
des Pyrénées-Orientales,

Robert GARRABE



Le Président :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication,